

Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement
Diverses voiries communales et départementales

ARRETE DU MAIRE

N° ATP 2024-625

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-4, L 2212-5, L 2213-1, L 2213-2, 1°, L 2213-2, 2°, L2213-3, L2213-4, R2213-1 ;
Vu le Code de la Route, articles R.411-1 à R.411-9, R.417-1 à R.417-4, R.417-10 à R.417-12 ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;
Vu le Code pénal ;
Vu l'arrêté général communal N° A 2024-474 du 22/11/2024 réglementant la circulation et le stationnement sur l'ensemble du territoire de la Roche-sur-Foron ;
Vu l'avis favorable du Centre d'Exploitation des Routes Départementales (CERD) ;
CONSIDERANT que l'entreprise GUY CHATEL – BP 66 – 74130 BONNEVILLE CEDEX- lors des travaux de maintenance sur l'éclairage public, est fréquemment amenée, pour des raisons de sécurité, à prendre des mesures pour réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules, ainsi que le cheminement des piétons,

ARRETE

- Article 1 :** Du 02 janvier 2025 au 31 décembre 2025, l'entreprise GUY CHATEL est autorisée à prendre, à titre temporaire et sous sa responsabilité, les mesures nécessaires pour réglementer la circulation et le stationnement à proximité des travaux de maintenance sur l'éclairage public qu'elle peut être amené à effectuer, et ce, uniquement dans ce cadre.
- Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux voies soumises au pouvoir de Police du Maire de la Ville de La Roche-sur-Foron, à savoir les voies communales ainsi que les voies départementales situées en agglomération.
- Article 3 :** Les restrictions de circulation seront une circulation par sens alterné piloté manuellement ou par feux tricolores ou en chaussée rétrécie, avec une vitesse limitée à 30 km/h pour **une journée maximum**. En cas de besoin, le stationnement pourra être interdit, pendant les travaux, mais sera limité à 5 emplacements.

.../...

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun – boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comportant l'accès à « Télérecours citoyens »). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

.../...

Article 4 : L'entreprise devra prévenir les Services Techniques de la Ville de toute intervention entrant dans le cadre de cet arrêté au minimum deux jours ouvrables avant le début des travaux. En cas d'intervention sur une voie départementale, il conviendra également de prévenir le Centre d'Exploitation des Routes Départementales (CERD) de Saint-Pierre-en-Faucigny. Toute intervention ne correspondant pas aux modalités du présent arrêté devra faire l'objet d'une demande spécifique auprès des Services Techniques de la commune, au moins 10 jours avant les travaux.

Article 5 : Pendant les travaux, l'entreprise devra permettre l'accès constant des riverains et assurer le libre passage des véhicules de service et secours ainsi que des bus de transports scolaires.

Article 6 : Une signalisation temporaire, respectant les normes en vigueur, sera mise en place et entretenue par l'entreprise, sous le contrôle des services communaux.

Article 7 : L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers à proximité des travaux et notamment des piétons en aménageant, chaque fois que nécessaire, un cheminement.

Article 8 : L'entreprise sera responsable des accidents pouvant survenir :

- du défaut ou de l'insuffisance de la signalisation du chantier,
- du fait ou à l'occasion de ces travaux.

Article 9 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune et sera affiché sur le chantier par l'entreprise.

Article 10 : Sont chargés chacun, en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté :

- La Police Municipale.
- Le C.E.R.D.,
- L'entreprise GUY CHATEL.

Ampliation de cet arrêté sera transmise à M. le chef du Centre des Sapeurs-Pompiers, la Communauté de Communes du Pays Rochois et aux services Techniques.

Certifié exécutoire par le Maire
reçu en sous-préfecture de Bonneville le
Publié le 18-12-2024
Notifié le 18-12-2024

En mairie, le 13 décembre 2024
Le Maire,
Pierrick DUCIMETIERE



Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun – boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).